

Un mouvement de masse auto-organisé en SERBIE.

mercredi 5 février 2025, par [ACHCAR Gilbert](#), [KRSTIC Iskra](#)

Trois mois de manifestations contre la corruption et la violence d'État en Serbie – l'émergence du plus grand mouvement étudiant d'Europe.

Le blocage de trois ponts à Novi Sad est l'un des plus grands rassemblements de protestation en Serbie, qui n'a fait que se renforcer depuis le 1^{er} novembre 2024.

Parallèlement à la propagation des protestations, le plus grand mouvement étudiant de l'histoire récente de l'Europe s'est également développé. Voici comment nous en sommes arrivés là.

Kovačica, Grdelica, Kačarevo, Starčevo, Obrovac, Mramorak, Veternik, Šid, Kać, Trgovište, Svrlijig, Babušnica, Bogatić, Tutin, Nova Varoš, Vladičin Han, Ruski Krstur, Bačko Dobro Polje, Ravno Selo, Žitorađa, Vučje, Ražanj – ce ne sont là que quelques-unes des petites villes de Serbie où les citoyens ont organisé des veillées silencieuses de 15 minutes, pour rendre hommage aux victimes de l'effondrement de la canopée en béton survenu le 1^{er} novembre 2024 à Novi Sad, et pour montrer leur soutien aux étudiants et à leurs revendications. Dans certaines de ces villes, il s'agissait de la toute première manifestation civile.

La carte des municipalités où des manifestations contre la corruption, l'anarchie et la violence ont été enregistrées au cours des trois derniers mois, établie il y a seulement quelques jours, était probablement complètement monochrome le samedi 1^{er} février.

Les protestations sont partout. Sur les 174 unités d'autonomie locale que compte la Serbie, 151 étaient notées sur la carte en début de semaine et il se pourrait facilement que la liste soit complètement remplie à l'heure actuelle.

Alors que l'insurrection civile s'étend sur le territoire, elle semble également s'intensifier.

Dans les grandes villes, des rassemblements plus importants que ceux du 5 octobre 2000 (chute du régime de Slobodan Milosevic) ont été enregistrés deux week-ends de suite.

N'oublions pas que le 24 janvier, jour de la tentative de grève générale, 55 000 personnes sont descendues dans la rue à Belgrade et 22 000 à Novi Sad. À Niš, 10.5000 citoyens se sont rassemblés sur la place Sindelić le même jour, puis le 26 janvier, jusqu'à 15.000 –

l'équivalent de 114.000 à Belgrade. De 5.500 à 6.000 personnes ont participé à la marche de protestation à Kragujevac le jour de l'appel à la grève générale. Jusqu'à 6.300 personnes se sont rassemblées le dimanche 26 janvier à Čačak (l'équivalent de 125.000 à Belgrade), plus de 5.500 à Pančevo le 25 et 4.000 à Užice le 24. Les rues de Leskovac, Subotica et Zrenjanin étaient également pleines.

Et le week-end précédent, du 17 au 19 janvier, comme l'écrit l'Archive des réunions publiques (AJS), a été marqué par des manifestations dans toute la Serbie, dont le point culminant a été l'action simultanée *Last minute class*, organisée dimanche dans plusieurs villes dans le but de soutenir les revendications des étudiants, mais aussi d'encourager les éducateurs à rester en grève. Plus de 20 000 citoyens sont descendus dans la rue à Belgrade, 6 500 à 7 000 à Niš, 5 000 à 5 200 à Kragujevac, environ 4 000 à Novi Sad, et des rassemblements ont eu lieu dans quinze autres villes et municipalités. Ces manifestations, qui

ont déjà éclipsé les rassemblements du week-end suivant, ont été évaluées par l'AJS comme les plus grands rassemblements de protestation depuis l'an 2000.

Comment tout cela a-t-il commencé ?

Le 1^{er} novembre 2024, le public a été choqué par la nouvelle que des tonnes de surplomb en béton de la gare ferroviaire de Novi Sad, ouverte à deux reprises, se sont effondrées, tuant (dans un premier temps) 14 personnes (au 18 novembre, quinze) et en mutilant au moins trois autres. Cette catastrophe intervient après la mort d'innocents dans le crash de l'hélicoptère, à l'usine Krušik, à la mine de Resavica, au péage de Doljevac, dans les meurtres de masse à Dubona, Mali Orašje et Belgrade, et juste un mois après qu'un véhicule blindé de l'armée de la République de Serbie a écrasé une famille entière avec trois enfants – le sang des victimes de Novi Sad a coulé à flots.

Le lendemain, des membres du Front vert et gauche ont marqué le bâtiment du gouvernement de la République de Serbie d'empreintes de mains sur lesquelles on pouvait lire « vos mains sont ensanglantées ». Les poings rouges de sang deviendront bientôt un symbole de protestation. Le même jour, Nikola Ristić, un activiste du groupe SviĆe, a demandé au public, sur Instagram, s'il était nécessaire de réagir aux événements de Novi Sad par une manifestation, ce à quoi un grand nombre de citoyens ont répondu *oui*. Ristić a appelé à un rassemblement le 3 novembre devant l'ancienne gare de Belgrade. Comme les députés du Front vert-gauche, ZLF, il a été arrêté par des membres de la BIA (l'agence serbe de renseignement de sécurité), mais la manifestation a eu lieu.

Sur la base de photos, les experts avaient d'abord estimé que la verrière était surchargée et que son assemblage structurel avait été détruit, tandis que les représentants des autorités induisaient ouvertement le public en erreur avec des déclarations selon lesquelles la verrière n'avait pas été reconstruite ; le précédent ministre de la Construction, Vesić, a présenté sa démission le 4 novembre avec une déclaration se distançant de toute responsabilité, ajoutant « l'insulte à l'injure ». Personne n'a été arrêté.

La colère de la population s'intensifie et donne lieu à un rassemblement à Novi Sad le 5 novembre. Environ 20 000 personnes ont participé à la plus grande manifestation enregistrée dans la ville. Au cours de la manifestation, des incidents se produisent et une quinzaine d'activistes, de représentants de l'opposition et de citoyens sont arrêtés. Certains ont passé les jours suivants, et d'autres même des mois, en prison avec de graves accusations. Au lieu d'intimider – les arrestations jettent de l'huile sur le feu.

Ciblées par les autorités comme des éléments anti-étatiques, aux yeux des manifestants, les personnes arrêtées deviennent des héros et des martyrs. Tout comme pour Ristić, ou ceux qui ont été arrêtés, notamment Bjelić et Ješić, l'étiquette d'*instigateur de la protestation* ne tient tout simplement pas.

Blocages de ponts, du bureau du procureur, du rectorat...

Au cours des semaines suivantes, des manifestations et des blocages ont été organisés (de moindre intensité, comparés à ceux en cours), et des institutions telles que l'Université de philosophie de Belgrade ont appelé à la libération des personnes arrêtées. Comme l'ont souligné des professeurs de l'Université de philosophie, « la possibilité que le gouvernement cherche probablement quelqu'un ou quelques-uns pour porter le chapeau, moyennant une compensation adéquate, afin de protéger les principaux responsables de ce crime semble terrifiante. » Les députés provinciaux et les conseillers municipaux de Novi Sad ont bloqué l'entrée du bureau du procureur à Novi Sad entre le 19 et le 21 novembre, exigeant la libération des militants politiques après la manifestation sur l'effondrement de la canopée à

Novi Sad.

Le 19 novembre, les locaux de l'Institut de la République pour la protection des monuments culturels à Belgrade ont été perquisitionnés par nul autre que le BIA, en raison du refus de l'institution de retirer sa protection au complexe moderniste *Generalštab*. Le 20 novembre, l'initiative *Most* poursuit son blocus du pont de Branko à Belgrade. Cela alimente davantage les tensions, car la démolition du *Generalštab*, de l'*Hotel Jugoslavija*, du Fair Complex de Belgrade et du pont de la Save, ainsi que la construction du pavillon de l'EXPO, sont perçues comme faisant partie d'un continuum de politiques néfastes et dangereuses. Des étudiants participent au blocage du pont, puis bloquent le rectorat de l'université de Belgrade, où le discours de Vučić avait été annoncé.

Des citoyens sont placés en détention. Vesić et dix autres personnes sont placés en garde à vue – mais son arrestation ne semble pas sérieuse. Il s'agit plutôt d'une représentation théâtrale.

Serbie, stop ! Depuis le 22 novembre.

Le vendredi 22 novembre, *ProGlas* et les partis d'opposition appellent à une action coordonnée « Serbie, stop ! », avec l'idée d'organiser 15 minutes de silence pour les 15 victimes de la canopée qui s'est effondrée. Selon les données de l'AJS, au moins 50 villes et municipalités ont organisé cette action le premier vendredi qui, à l'époque, représentait la plus grande action de protestation simultanée organisée dans toute la Serbie.

À Belgrade, des citoyens ont été attaqués devant le siège de la radio et de la télévision nationale, *RTS*, et devant la faculté d'art dramatique (université des arts de Belgrade), un incident s'est produit au cours duquel des personnes, dont certaines ont été identifiées plus tard comme des fonctionnaires municipaux du SNS, ont attaqué physiquement des étudiants qui s'étaient rassemblés pacifiquement. Deux jours plus tard, à Novi Sad, la police a brutalement battu le retraité Ilija Kostić, qui avait été arrêté pendant la manifestation. Les étudiants de la faculté d'art dramatique réagissent à la violence exercée contre leurs collègues en bloquant la faculté à partir du 25 novembre (jusqu'à ce que les exigences définies le 26 novembre soient satisfaites). Le blocus a été soutenu par des associations scientifiques et artistiques. Brnabić a mentionné le référendum consultatif pour la première fois.

L'Initiative *Most* a poursuivi l'organisation du blocus du *front de mer de Belgrade* le 27 novembre, avec le message que toutes les luttes actuelles devaient être consolidées dans la solidarité. Le député du Front vert et gauche a aspergé de peinture rouge la table des présidents de l'assemblée de la ville de Belgrade. Le même jour, la détention de Vesić a été levée par une décision que les experts en jurisprudence ont qualifiée d'illégale car la formulation était telle que l'acte d'accusation ainsi que la détention étaient injustifiables.

Blocage de la faculté d'art dramatique à partir du 26 novembre ; des autres facultés à partir du 29 novembre.

Les étudiants de l'Université de Belgrade ont organisé un blocus de douze heures du bâtiment du Rectorat le 29 novembre de 11h52 à 23h52, date à laquelle ils ont également tenu un plénum. Leurs revendications étaient les suivantes :

- 1) la publication de la documentation complète de la reconstruction de la gare de Novi Sad et une enquête sur les responsables de l'effondrement de la canopée .

2) l'arrestation et la poursuite de tous les suspects de l'attaque physique contre les étudiants et les professeurs le 22 novembre devant le bâtiment de leur faculté .

3) l'abandon de toutes les charges retenues contre les personnes arrêtées lors des précédentes manifestations .

4) l'augmentation de 20% de l'allocation du budget gouvernemental dans les établissements d'enseignement supérieur de l'État.

« Nous ne les laisserons pas nous battre dans la rue, nous ne laisserons pas les bâtiments tomber sur nos têtes à cause de leur corruption, nous ne les laisserons pas détruire notre éducation », ont déclaré les étudiants après plusieurs cas d'arrestations et de violences au cours des semaines suivantes.

Les étudiants ont attiré l'attention sur le fait que la réduction du financement des universités dans le budget de l'État et la proposition d'amender la loi sur l'enseignement supérieur représentaient une attaque directe contre l'égalité des chances en matière d'éducation ainsi que contre la mobilité sociale des jeunes.

« Si ce n'est pas maintenant, quand ? En descendant dans la rue et en apportant notre soutien, nous pouvons ensemble montrer que la solidarité et la lutte ont le pouvoir de changer le système. Il ne s'agit pas seulement d'une lutte étudiante, mais d'une lutte pour tous ceux qui veulent rester et rendre la Serbie meilleure. Montrons que nous sommes là ! Rejoignez-nous, car le silence n'est pas une option », peut-on lire en conclusion de leur déclaration, que Mašina a été la première à rapporter, et qui allait changer le cours de l'histoire dans les mois à venir.

En quelques semaines, toute l'université de Belgrade, l'université des arts de Belgrade, l'université de Niš et la majeure partie de l'université de Novi Sad, soit plus de 60 facultés, allaient rejoindre les blocages, qui se multiplient depuis le 2 décembre.

Début décembre 2024, l'opposition de Novi Sad demande la révocation du maire, tandis qu'un hommage aux victimes et un rassemblement ont lieu devant l'assemblée de la ville.

Deux jours plus tard, le député Radivoje Jovović a été arrêté pour une attaque présumée contre un fonctionnaire au cours du même rassemblement.

Les jeunes mènent le jeu depuis le 6 décembre

À partir du 29 novembre, les étudiants ont organisé des plénums au cours desquels les étapes suivantes sont décidées démocratiquement. Ils ont pris la tête des actions « Serbie, stop ! », qui devenaient difficiles à suivre en raison de leur grand nombre. Comme l'écrit l'AJS « Après le 6 décembre, les blocages sont devenus quotidiens et il était très difficile de suivre tous les points de contrôle où ils étaient organisés, et ils ont été rejoints par de nombreuses écoles secondaires et même élémentaires, où les étudiants ont organisé des blocages d'école et les enseignants ont suspendu les cours. »

L'AJS a ajouté qu'après le 6 décembre, les jeunes – étudiants de l'université et lycéens – jouaient un rôle de plus en plus important, tandis qu'une autre forme d'action commençait à émerger, en plus des veillées silencieuses et des barrages routiers, le blocage des établissements d'enseignement secondaire et des écoles. « Dans la plupart des villes, l'action n'a eu lieu qu'à un seul endroit, mais à plusieurs dans les grandes villes, et parfois à un nombre de lieux à deux chiffres. »

Début décembre, les partisans du Parti progressiste serbe, SNS, ont commencé à attaquer les manifestants à Požarevac, Belgrade, Novi Sad et dans d'autres villes. Le président serbe a encouragé les futurs agresseurs en déclarant qu'un conducteur qui avait écrasé un manifestant « passait simplement son chemin » et qu'il n'y avait aucune raison de l'arrêter.

Consolider les initiatives

Les revendications des étudiants, au cœur desquelles se trouvaient l'exigence d'un travail impartial et non perturbé des institutions, la sanction des actes criminels et la sécurité des individus dans l'environnement physique, coïncident avec les demandes de nombreux groupes locaux et plates-formes nationales qui avaient auparavant entamé la lutte pour un environnement urbain et rural sûr et sain, des conditions électorales adéquates et de meilleures conditions de vie et de travail. Cela a permis une coopération et un soutien entre les étudiants et d'autres groupes, qui ont stratégiquement mis leurs demandes en veilleuse, mais ne les abandonnent pas pour autant.

Parmi ces groupes, on peut citer les initiatives contre la démolition de l'hôtel *Jugoslavija*, qui ont eu lieu en novembre et en décembre et qui ont permis au public de prendre conscience des conséquences néfastes potentielles de ces deux projets sur l'environnement, ainsi que l'initiative *Most remains*, qui, juste un jour avant l'effondrement de la canopée, a empêché la démolition de la première série de défenses physiques du vieux pont de la Save, et qui est restée sur le terrain pour surveiller le pont depuis lors. D'autres initiatives similaires incluent des associations d'agriculteurs qui mettent en garde contre leur situation catastrophique depuis des années (alors que certaines d'entre elles sont également actives dans la lutte contre Rio Tinto).

Deux jours seulement avant l'effondrement de la canopée, le gouvernement a renoncé à la criminalisation des appels aux rassemblements de protestation, proposée par des amendements au Code pénal, ainsi qu'à la dépénalisation des déclarations d'extorsion, qui aurait modifié le comportement des fonctionnaires des services de sécurité à l'égard des activistes détenus.

L'association *Naše Mleko* et l'association pour le sauvetage et la survie de la Serbie occidentale, lors d'une réunion tenue le 8 décembre, ont décidé de se joindre aux blocages de protestation, et elles ont été rejointes le lendemain par l'association des producteurs de lait de Šumadija et Pomoravlja, ainsi que par *Nadibar* et l'association des agriculteurs unis de Serbie. Leurs revendications étaient spécifiques, mais elles étaient accompagnées d'un soutien aux étudiants. Le gouvernement a ensuite pris des mesures de rétorsion en menant une campagne de diffamation et en empêchant légalement les dirigeants de l'association de travailler. Au lieu d'intimider – cela n'a fait que provoquer de nouveaux blocages et susciter la colère d'un nombre encore plus grand de citoyens.

Les agriculteurs ont rapidement commencé à apporter un soutien matériel aux étudiants de manière organisée, en cuisinant pour eux ou en promettant de les protéger physiquement. Des machines agricoles ont atteint Novi Sad et Belgrade à plusieurs reprises.

À la place des Cobras, les lycées entrent dans le jeu

Le 11 décembre, alors que les étudiants manifestent devant la présidence, Vučić promet des prêts au logement pour les jeunes, mais déclare également qu'il « aurait pu laisser les Cobras (unités spéciales d'élite de la police) les détruire en 6-7 secondes ».

Il a annoncé la publication d'une documentation, dont une partie a été publiée sur le site Internet du gouvernement de Serbie. Une analyse a montré que cette documentation était incomplète. Le lendemain, 12 décembre, les plénums nient ses affirmations selon lesquelles les revendications ont été satisfaites et appellent à un rassemblement devant le siège de la Radio & Télévision Nationale, RTS, à Belgrade en raison de la couverture insuffisante des manifestations par le service public de l'État.

À la mi-décembre, il est apparu que les autorités avaient utilisé un logiciel espion pour écouter les militants. Le 17 décembre, des hommes d'affaires ont organisé de nouveaux

barrages routiers. Selon un sondage partagé par Mašina, le soutien aux blocages d'étudiants en ce moment est presque absolu et est fourni par un grand nombre d'associations indépendantes de différentes sphères.

Fin décembre, le gouvernement a été confronté au danger de voir la grève des éducateurs pour de meilleures conditions de travail, qui durait depuis quatre mois à ce moment-là, fusionner avec les manifestations étudiantes et civiles. Les représentants syndicaux avaient déjà annoncé la radicalisation de la protestation pour le 1^{er} novembre, le jour de l'effondrement de la canopée, et tout au long du mois de décembre, ils ont reçu plus d'attention et de soutien de la part du public. Pour éviter que les protestations ne fusionnent, le ministère de l'Éducation a précipitamment raccourci le premier semestre d'une semaine le 20 décembre.

La réaction ? À partir de l'école secondaire XIV Belgrade, les diplômés de nombreuses écoles secondaires à travers la Serbie, y compris celles dont les directeurs sont membres du Parti progressiste serbe, SNS, refusent de se rendre à l'école et déclarent des blocus. De façon inattendue, des élèves encore plus jeunes se joignent aux étudiants de l'université et apportent leur soutien à leurs propres enseignants. Les jeunes étudiants, avec la permission de leurs parents, se joignent également aux blocages.

Il est de plus en plus difficile pour les autorités d'identifier les « leaders et instigateurs » à déshumaniser et à diaboliser (bien qu'elles aient fait de leur mieux). À toutes les tentatives du président de faire tourner la situation, la réponse de l'étudiant est – *Vous n'êtes pas en charge.*

Slavija : 100 000 personnes

À la fin de l'année dernière, le 22 décembre, le plus grand rassemblement jamais organisé a eu lieu.

Les étudiants se sont rassemblés sur la place *Slavija* de Belgrade pour soutenir les agriculteurs et les agriculteurs se sont rassemblés pour soutenir les étudiants. Les étudiants de la faculté des sciences de l'organisation et les agriculteurs de l'association *Nedamo Jadar* ont appelé à la manifestation mais, à la grande consternation des autorités, il n'y avait pas de leaders individuels.

Plus de 100 000 personnes ont envahi *Slavija*, soit un cinquième de plus que ce qu'il y avait, selon les estimations officielles, devant la salle de l'Assemblée nationale le 5 octobre 2000. Quinze minutes de silence parlent plus que mille mots. Ça devient sérieux.

« Il n'y a pas de nouvelle année, vous nous devez encore l'ancienne ».

Les autorités ont répondu au rassemblement de *Slavija* par un petit rassemblement de partisans du SNS au centre Sava à Belgrade le 25 décembre. Les services de la télévision d'État, RTS, ont montré que le rassemblement était plusieurs fois plus important que ce que la salle pouvait réellement contenir. Le même jour, l'initiative *Most* et des représentants des partis d'opposition se sont rassemblés devant la salle de l'assemblée municipale de Belgrade pour protester contre l'adoption du nouveau budget de la ville, et une manifestation des travailleurs de la poste a également eu lieu.

Ces trois manifestations sont éclipsées par un groupe d'étudiants qui ont remis 1000 lettres au procureur Zagorka Dolovac devant le bureau du procureur général. Dolovac a disparu de la surface de la Terre et on ne l'a pas vue depuis le début des dernières manifestations. Au nom de la double citoyenneté, les autorités ont ciblé des étudiants individuels en tant qu'*Ustaše* (formation militaire fasciste de l'État indépendant de Croatie pendant la Seconde Guerre mondiale), mais n'ont pas particulièrement réussi.

Le 27 décembre, des étudiants ont manifesté devant le ministère de l'éducation pour soutenir leurs camarades qui organisent des blocages dans leurs écoles et les éducateurs qui subissent

d'énormes pressions. Le 30 décembre, un acte d'accusation a été déposé contre Vesić et 12 autres personnes, mais cela n'a pas réussi à rassurer le public non plus.

Tandis qu'un chanteur populaire chantait le 31 décembre, lors des célébrations du Nouvel An sur la place de la République, à Belgrade, des dizaines de milliers d'étudiants et de citoyens, à seulement 300 mètres de là, ont organisé une veillée silencieuse à minuit, levant les lumières de leur téléphone vers le ciel en mémoire des victimes. Cette manifestation du Nouvel An, sabotée en vain par des feux d'artifice sur le *front de mer de Belgrade* qui résonnaient sinistrement dans le brouillard comme les canons d'une guerre civile silencieuse en cours, s'intitulait « **Il n'y a pas de Nouvel An, vous nous devez encore l'Ancien** ».

Les organisateurs sont le plénum des étudiants, soutenu par les agriculteurs de l'Association des organisations environnementales de Serbie, qui, avec l'aide de dons civiques, préparent des repas chauds pour les étudiants debout dans le froid glacial. Les plénums et les blocages se sont obstinés grâce à l'énorme solidarité, au soutien et à l'aide des citoyens qui ont fourni de la nourriture, des couvertures et des produits d'hygiène.

Au lieu de diminuer, l'intensité des protestations a augmenté après Noël

Les routes ont été bloquées tous les jours et les manifestations dans les petites villes ont pris de l'ampleur depuis le début de la nouvelle année. La seule pause a eu lieu le jour du Noël orthodoxe, le 7 janvier.

Les étudiants sont revenus à la charge à partir du 10 janvier et ont organisé un blocus de l'échangeur de Mostar à Belgrade sous le slogan « Venez à Mostar si vous vous sentez mal ». « L'échangeur de Mostar est au cœur des carrefours de circulation de notre ville, donc en bloquant ce centre névralgique, nous voulons mettre en évidence le carrefour complexe dans lequel se trouve le bureau du procureur, et dont les réponses aux demandes spécifiques et aux lois sont soit retardées, soit complètement absentes. Nous invitons tous les étudiants, agriculteurs, éducateurs, facteurs, avocats, ainsi que d'autres travailleurs et citoyens à se joindre à nous pour protester », pouvait-on lire dans leur déclaration à l'époque.

Selon les estimations d'AJS, environ 30 000 personnes ont participé à la manifestation devant la Cour constitutionnelle de Belgrade le 12 janvier. Ce même week-end, un grand nombre de citoyens (proportionnellement à la taille des villes) descendent dans la rue à Kragujevac, Trstenik, Sokobanja, Užice, Kraljevo, Kruševac, Novi Sad et Vlasotinac.

Alors que le début du second semestre scolaire se rapprochait, les représentants des syndicats des travailleurs de l'éducation ont accepté, à partir du 9 janvier, de poursuivre les négociations avec le ministère de l'éducation, anéantissant ainsi les espoirs de voir la grève se poursuivre dans le secteur de l'éducation et s'étendre à d'autres secteurs. Dans les jours qui ont suivi, des syndicats dont la représentativité n'avait pas été vérifiée depuis des années ont continué à présenter faussement les résultats de l'enquête auprès de leurs membres pour légitimer la fin de leur protestation.

Cela représentait une réelle menace pour la protestation étudiante – mais le 16 janvier, une jeune femme a failli être tuée lorsqu'une voiture a foncé sur des étudiants qui bloquaient Belgrade, et l'a frappée si fort qu'elle a rebondi sur le toit de la voiture et est tombée sur le sol.

D'autres personnes sont descendues dans les rues de plusieurs villes du pays dans la demi-heure qui a suivi l'attaque signalée. Le 17 janvier, un grand nombre de citoyens se sont rassemblés pour la deuxième fois devant le bâtiment de la RTS à Belgrade, exigeant que les médias d'État commencent à rendre compte et à couvrir correctement les manifestations.

Grève générale et blocage du carrefour Autokomanda

Les partisans du Parti progressiste serbe (SNS) ont attaqué un autre étudiant à Belgrade, le 20 janvier, puis ont fait un autre geste incroyable le 21 en dessinant le majeur sur les viaducs et les cours de récréation. Cela a été interprété comme un aveu de culpabilité arrogant : « Oui, nos mains sont ensanglantées, mais vous ne pouvez rien nous faire ». Le résultat ? Davantage de personnes se mobilisent.

Les petites organisations appellent à une grève générale le 24 janvier, et les étudiants invitent les syndicats du secteur de l'énergie à la grève également. Si les syndicats dans leur ensemble ne se sont pas révélés trop fonctionnels dans ce contexte, de nombreux individus sont entrés en suspension de manière indépendante. L'Ordre des avocats s'est déclaré en grève – elle a été illégalement interdite – et s'est donc proclamée à nouveau en grève. Plusieurs universités ont soutenu les revendications des étudiants, les faisant ainsi leurs.

Des rassemblements simultanés ont eu lieu dans toute la Serbie le 24 janvier. Au lieu de s'arrêter, les chauffeurs qui soutiennent le SNS ont continué à attaquer et à écraser les personnes qui se rassemblaient dans les rues. Une jeune femme, étudiante à la faculté d'agriculture, a failli être tuée à *Novi Beograd*. Résultat ? Lors de la manifestation suivante organisée par les étudiants de la même faculté, des tracteurs destinés à protéger les étudiants sont arrivés du sud du Banat. Les tracteurs ont atteint Belgrade dès le 27 janvier, date à laquelle le blocus du carrefour *Autokomandaa* été organisé.

Le blocus a connu un succès phénoménal. Vučić, qui menaçait de « déchaîner » la sécurité de l'État, alias : les Cobras, affirmant que lui et son gouvernement avaient de « bonnes intentions », a chargé la police d'assurer la « sécurité » lors de la manifestation. La désescalade s'est transformée en violence brutale – presque mortelle à Novi Sad encore une fois – et cette même nuit, une autre jeune femme et étudiante a reçu une raclée si brutale que, selon les mots des médecins qui l'ont soignée dans la foulée, « les blessures qu'elle a subies sont d'une telle gravité qu'elle souffrira très probablement d'une invalidité à vie à cause de cela ».

Le premier ministre, Vučević, qui était également le précédent maire de Novi Sad, et l'actuel maire de Novi Sad, Đurić, ont présenté leur démission.

Le gouvernement a publié une autre partie de la documentation sur la reconstruction du chemin de fer. Les experts ont déclaré que cela ne changeait rien ; la faculté de génie civil avait précédemment identifié tout ce qui manquait. Vučić a ensuite signé des grâces pour toutes les personnes arrêtées et détenues. Cependant, tant les étudiants que les citoyens anciennement arrêtés ont dit : « ce n'est pas assez ». Le gouvernement a ensuite procédé à l'annonce de la réduction de moitié des frais de scolarité. Mais les étudiants continuent de poser des questions :

» Où sont les responsables et quand iront-ils en prison ? »

Trois mois depuis la chute

L'une des plus grandes manifestations civiles de l'histoire de la Serbie a été organisée à Novi Sad le 1^{er} février, trois mois après la chute de la canopée, sous le slogan « Say enough – blockade of three bridges ».

Les étudiants de l'université de Novi Sad ont appelé à manifester, rejoints par des étudiants des universités de Belgrade et des citoyens. Deux groupes sont venus à vélo de Belgrade les jours précédents. Plusieurs centaines d'étudiants ont choisi de parcourir à pied les quatre-vingts kilomètres qui séparent Belgrade de Novi Sad, soutenus par des rassemblements et de la nourriture offerts par des milliers de citoyens dans les petites villes le long du chemin. Le

blocage des trois ponts de Novi Sad a duré trois heures, et le pont de Sloboda a d'abord été bloqué pendant 24 heures, conformément sur le plan initial, puis, après l'accord conclu lors de la première réunion plénière des étudiants et des citoyens, pendant quatre heures supplémentaires.

Même après trois mois dans les rues, les revendications des étudiants restent les mêmes.

Iskra Krstić